

Notre stratégie de relance économique vise, en second lieu, à redéfinir le rôle du gouvernement. Traditionnellement, l'État a pris une part beaucoup plus active au développement du pays que ce ne fut le cas chez vous. Qu'il s'agisse de construction de chemins de fer, de radiotélévision ou du développement de ressources hydroélectriques, le gouvernement du Canada s'est toujours senti obligé de prêter main-forte. Dans le passé, son intervention a été généralement un élément positif de notre vie nationale. Mais aujourd'hui, le gouvernement occupe une place beaucoup trop grande dans l'économie. Ses interventions tentaculaires ont pour effet de fausser les mécanismes du marché et d'inhiber l'esprit d'entreprise. Certaines industries sont surréglementées, d'autres sont surprotégées. Un ensemble complexe de règlements, de subventions et d'autres formes d'intervention s'est tissé au fil des ans, au point de devenir un obstacle majeur au changement et à la croissance dans le secteur privé. Pour remettre l'économie sur ses rails, il faut adopter une démarche propre à favoriser l'esprit d'entreprise, l'acceptation du risque, l'adaptation au changement rendue nécessaire par les exigences découlant de nouveaux débouchés et de nouvelles techniques.

Le troisième volet de notre stratégie consiste à adopter des politiques qui encouragent l'investissement, l'innovation et une plus grande compétitivité sur les marchés étrangers. Les investissements contribuent directement à améliorer la production et la croissance de l'emploi. Ils sont essentiels si l'on veut que notre secteur des affaires s'adapte rapidement aux nouvelles techniques et aux exigences des nouveaux marchés. Si nous voulons réussir sur les marchés internationaux, il nous faut innover encore plus, intensifier notre production et devenir plus concurrentiels. Enfin, les changements que nous proposons ont un impact direct sur les structures économiques, sociales et politiques du pays. La relance économique doit être fondée sur un consensus national. Aussi mon gouvernement a-t-il la ferme intention de rallier à son projet les provinces, les syndicats, les entreprises, en un mot, tous ceux qui permettent à notre société de progresser; et il y parviendra.

Je voudrais parler maintenant des trois aspects de notre stratégie de relance économique qui influent directement sur nos relations avec les États-Unis, soit le commerce, l'investissement étranger et l'énergie. Le commerce est vital pour notre pays et c'est notre intention de renforcer la réputation du Canada comme partenaire commercial de tout premier ordre. Nous nous proposons donc d'examiner attentivement tous les programmes et politiques du gouvernement fédéral afin de déterminer quels sont les meilleurs moyens de favoriser l'accès de notre industrie à des débouchés sûrs. Le protectionnisme est notre ennemi commun. À long terme, les tendances protectionnistes, aux États-Unis, au Canada et ailleurs, auraient pour effet de contrer la tendance à la libéralisation des échanges entre États.

À court terme, la restriction des échanges commerciaux réduit les perspectives de croissance réelle, tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. Les incidences sur ces derniers sont plus inquiétantes encore et elles pourraient gravement compromettre les marchés financiers internationaux. Votre président s'est engagé à respecter la liberté des échanges, et je m'associe à cet engagement. La politique commerciale du Canada est axée sur l'instauration d'un système économique ouvert, et mon gouvernement continuera d'œuvrer au sein des organismes multilatéraux à l'abolition des barrières qui entravent le commerce international.

Le protectionnisme est un obstacle sérieux à la relance économique et à la stabilité internationale.